

MK/HO
BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

DECRET N° 2008- 140 /PRES
promulguant la loi n° 039-2007/AN du
20 décembre 2007 portant
autorisation de ratification du
protocole facultatif relatif à la
Convention sur la sécurité du
personnel des Nations Unies et du
personnel associé.

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

- VU la Constitution ;
- VU la lettre n° 2008-002/AN/PRES/SG/DGSL/DSC du 11 janvier 2008 du Président de l'Assemblée nationale transmettant pour promulgation la loi n° 039-2007/AN du 20 décembre 2007 portant autorisation de ratification du protocole facultatif relatif à la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé ;
- VU l'avis juridique n° 2008-001/CC du 28 février 2008 sur la conformité à la Constitution du 02 juin 1991 du protocole facultatif relatif à la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé. adopté à New York le 09 décembre 2005 ;

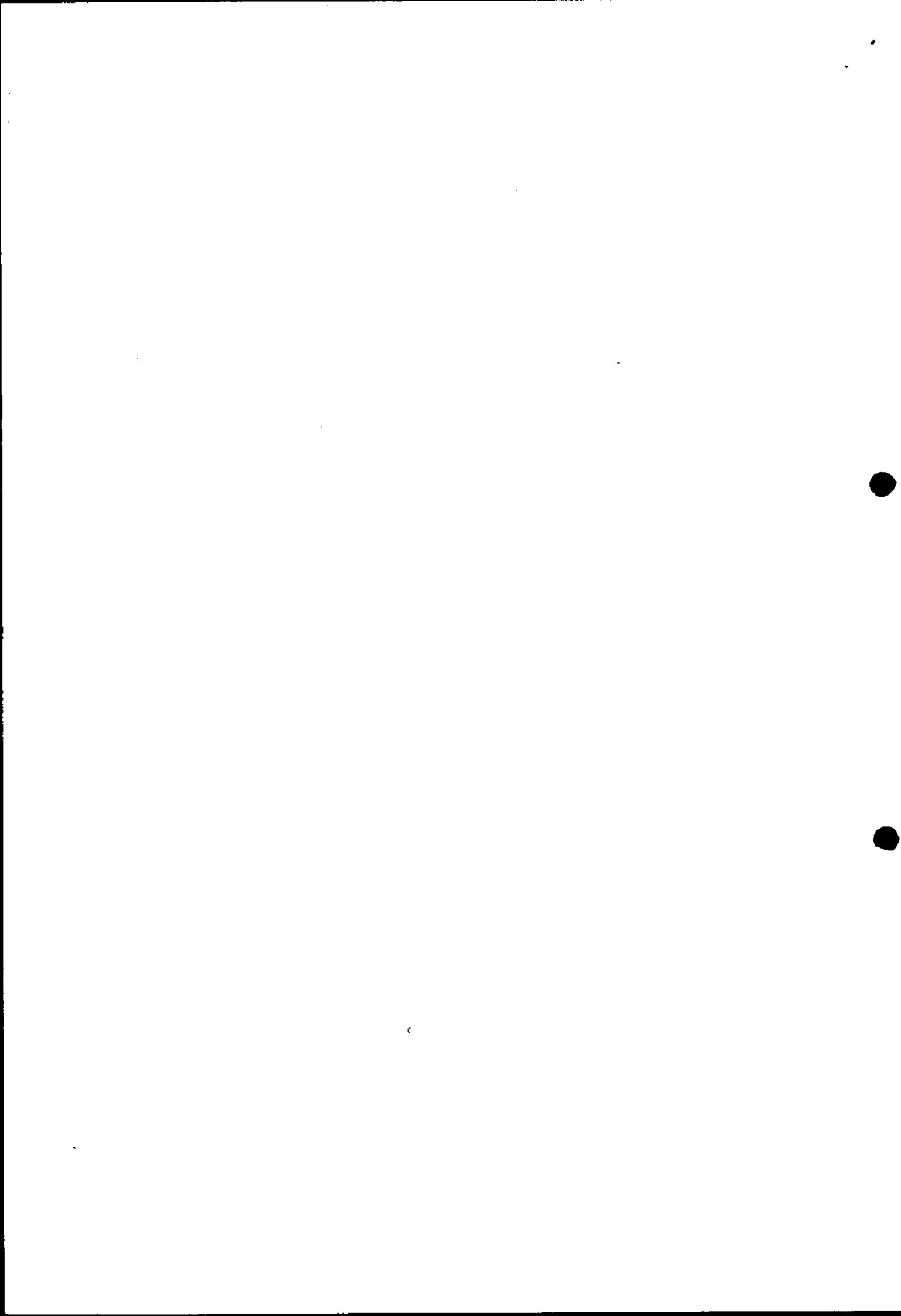
D E C R E T E

ARTICLE 1 : Est promulguée la loi n° 039-2007/AN du 20 décembre 2007 portant autorisation de ratification du protocole facultatif relatif à la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé.

ARTICLE 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 25 mars 2008


Blaise COMPAORE



BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

ASSEMBLEE NATIONALE

IVE REPUBLIQUE

QUATRIEME LEGISLATURE

LOI N° 039-2007/AN

**PORTANT AUTORISATION DE RATIFICATION
DU PROTOCOLE FACULTATIF RELATIF A LA CONVENTION
SUR LA SECURITE DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES
ET DU PERSONNEL ASSOCIE**

L'ASSEMBLEE NATIONALE

Vu la Constitution ;

Vu la résolution n° 001-2007/AN du 04 juin 2007,
portant validation du mandat des députés ;

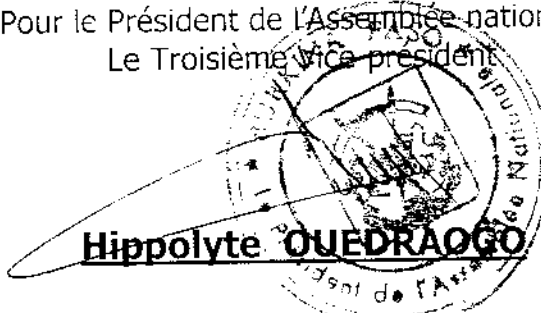
a délibéré en sa séance du 20 décembre 2007
et adopté la loi dont la teneur suit :

Article 1 : Le gouvernement du Burkina Faso est autorisé à ratifier le Protocole facultatif relatif à la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé.

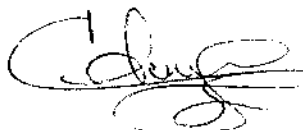
Article 2 : La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Ainsi fait et délibéré en séance publique
à Ouagadougou, le 20 décembre 2007.

Pour le Président de l'Assemblée nationale,
Le Troisième vice-président


Hippolyte QUEDRAOGO

Le Secrétaire de séance



Korotimi KOTE / ABOU